

Seul le texte prononcé fait foi.

Gerhard Cromme :

**« Le retour aux fondamentaux – les relations franco-allemandes
en 2010 »**

le 1^{er} juin 2010 à Paris

Monsieur le Président,

Monsieur le Député,

Messieurs les Sénateurs,

Madame et Messieurs les Ministres,

Messieurs, les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Lorsqu'on m'a demandé de m'exprimer devant vous aujourd'hui, j'ai aussitôt décidé de le faire en français. Ma connaissance de la langue française est comparable à ma relation avec mon épouse : je l'aime, je

l'admire, je la comprends la plupart du temps mais je ne la maîtrise pas. Je vous prie donc de faire preuve d'indulgence pour ma prononciation.

Les relations franco-allemandes me tiennent beaucoup à cœur. Voilà déjà plus de 50 ans que je viens en France, à titre privé puis professionnel et enfin en tant que membre de différents conseils de surveillance et membre fondateur des rencontres franco-allemandes d'Évian. Et c'est toujours un grand plaisir. Je me souviens très bien de la visite du président Kennedy à Paris le 31 mai 1961. Je revois encore la photo de presse de John F. Kennedy et Charles de Gaulle sur le pont Henri IV ; je suis un petit point à droite sur ce cliché publié dans le Figaro. J'ai étudié à Paris en 1968, pendant ce qu'il était alors convenu d'appeler pudiquement les « événements du mois de mai ». Plus tard, j'ai vécu à Nancy avec ma famille. De 1971 à 1986, j'ai travaillé pour Saint-Gobain.

Comme vous le voyez, je ne suis pas un observateur neutre et détaché des relations franco-allemandes, mais je suis partial au bon sens du terme. Je peux donc donner mon opinion personnelle.

Actuellement, les relations franco-allemandes occupent une nouvelle fois le devant de la scène. Le gouvernement et le modèle économique allemands sont critiqués. Les positions des deux gouvernements sont présentées comme totalement opposées. Il y a trois jours encore, dans *Die Zeit*, le président Giscard et le chancelier Schmidt ont lancé un appel commun à sortir ensemble de la crise. Monsieur le Président, merci encore d'avoir accepté l'invitation de Monsieur l'Ambassadeur.

Pourtant, la coopération institutionnelle entre deux pays a rarement été aussi étroite qu'entre la France et l'Allemagne, mais la concertation ne fonctionne visiblement pas bien. Nous devons éviter que des malentendus durables entre Français et Allemands ne viennent freiner la capacité d'action de l'Europe. Nous devons analyser la situation et tirer les bonnes conclusions.

Les relations franco-allemandes ont déjà essuyé des critiques et connu des crises par le passé et elles s'en sont toujours remises. Il suffit de se rappeler les âpres débats à l'époque de de Gaulle et d'Adenauer au sujet du préambule du traité de l'Élysée, les difficiles relations entre Pompidou et Brandt ou encore le programme en dix points de Kohl et la visite de Mitterrand à Berlin-Est fin 1989. Autrefois, on s'autocensurait et on passait sous silence de nombreux problèmes. Aujourd'hui, on en débat « en famille » puis on défend ensemble auprès de nos partenaires les compromis obtenus.

Aujourd'hui, j'aimerais faire le point aussi objectivement que possible sur ce qui compte à long terme pour les relations franco-allemandes. Je compte évoquer tout aussi franchement les différences entre la France et l'Allemagne que leurs tâches communes.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Il est indéniable que l'Union européenne traverse actuellement une crise profonde. Je n'irai pas aussi loin que Jean-Claude Trichet qui

parle de la plus grande crise depuis la création de la Communauté économique européenne, mais la situation est grave. Les conséquences de la crise économique et financière mondiale se font encore sentir. Elles ont mis de nombreux budgets publics en grande difficulté. La Grèce est au bord de la faillite nationale. Les institutions européennes et les États membres ne sont pas préparés à une telle situation.

Ce n'est pas parce que nous connaissons une crise qu'il faut pour autant douter de l'Europe. Depuis toujours, l'Europe a avancé grâce à des crises. Il y a toujours eu des sceptiques, comme les pays anglo-saxons, pour prédire l'échec de l'Europe. Mais cela s'est toujours terminé autrement. Les sceptiques n'ont pas pu accepter que l'objectif politique, c'est-à-dire l'unification de l'Europe, prime sur les marchés. En fin de compte, l'Europe est toujours sortie renforcée de toutes les crises.

Autrefois, la politique de Staline puis la pression du bloc de l'Est ont nettement contribué à l'accélération de la construction européenne. À l'avenir, ce sont la mondialisation et une Asie extrêmement

dynamique, les marchés financiers internationaux ainsi que l'indifférence américaine qui joueront ce rôle.

Dans les situations de crise, nous devrions donc agir de manière rationnelle et avec assurance. Au lieu de suivre le « conseil » de Max Frisch cité par l'ambassadeur dans son invitation à cette soirée de « retirer l'arrière-goût du désastre » à la crise, on échafaude des scénarios catastrophes dont on débat abondamment. La question de la viabilité de l'axe franco-allemand revient alors systématiquement sur le tapis. Nous devrions pourtant nous rappeler que toutes les autres tentatives d'alliances stratégiques ont échoué. Souvent, les nouveaux gouvernements, que ce soit en France ou en Allemagne, regardent dans un premier temps vers l'Angleterre avant de revenir contrit dans le giron franco-allemand. N'en déplaise à certains, il n'y a pas d'alternative à la cohésion franco-allemande. D'ailleurs, les citoyens de nos deux pays en sont conscients : un sondage d'avril dernier révèle que la grande majorité des Allemands (79 %) et des Français (eux aussi à 79 %) sont convaincus que le moteur franco-allemand est indispensable en Europe.

Puisqu'il est si évident qu'une étroite coopération franco-allemande est incontournable, il est particulièrement important de se demander pourquoi elle semble si difficile pour nos deux pays.

Pourquoi Français et Allemands ont-ils tant de difficultés à coopérer ?

Globalement, la France et l'Allemagne semblent être deux modèles historiques différents en Europe. Centralisme et fédéralisme, système scolaire, formation des élites, liens entre État et économie, tous ces éléments structurent nos sociétés et façonnent notre approche. À cela s'ajoute le fait qu'en période de crise, on recourt très volontiers aux stéréotypes et aux généralisations même s'ils sont faux et si la réalité est bien plus complexe et plus subtile. En public, nos chefs d'État et de gouvernement ont toujours parfaitement incarné les différences entre nos deux pays, que ce soit Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, Willy Brandt et Georges Pompidou, Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Kohl et François Mitterrand, ou

encore Gerhard Schröder et Jacques Chirac. Toutefois, le tandem Angela Merkel/Nicolas Sarkozy les surpasse tous : d'un côté une physicienne, fille d'un pasteur protestant qui a choisi de quitter Hambourg avec sa famille pour s'installer en RDA dans les années 50 ; de l'autre, Monsieur Sarkozy, que vous connaissez mieux que moi.

La France est une monarchie élective: une fois élu, le roi a un pouvoir politique considérable. Jusqu'à présent, tous les présidents français ont eu besoin au moins de plusieurs mois pour comprendre la complexité de la démocratie allemande. Le fédéralisme, la difficulté à former une coalition parlementaire, la diversité des partis politiques, le pouvoir de la chambre haute – le Bundesrat, l'influence de la Cour constitutionnelle fédérale, tout cela rend difficile pour un chancelier fédéral d'approuver spontanément de nouvelles idées même si elles le séduisent.

Les Allemands doivent prendre les Français comme ils sont et réciproquement. On ne les changera pas. Et ce sont précisément ces

différences qui rendent notre coopération unique et notre capacité à faire des compromis si importante. Au fil des décennies, cela n'a fait que se confirmer : lorsque Français et Allemands parviennent à un compromis, la moitié du chemin est déjà faite pour la concertation européenne. Pascal Lamy l'a un jour résumé très justement : pour lui, l'expérience a montré que les solutions et les compromis franco-allemands sont acceptables aussi bien pour les pays du Sud que pour les pays nordiques.

J'en viens maintenant aux préjugés français envers l'Allemagne.

Ces dernières semaines et ces derniers mois ont été agités. De nombreux hommes politiques et experts ont adressé de sévères reproches à la politique allemande et à l'évolution de la société allemande. En défendant ses propres intérêts, l'Allemagne manque-t-elle de solidarité ? Est-elle injuste parce que très compétitive ? L'Allemagne se défie-t-elle de ses partenaires européens ? Son prétendu rapprochement avec la Russie risque-t-il de provoquer des réactions de rejet en Europe ? Paradoxalement, les reproches en

France s'accompagnent de la demande de nombreux pays d'un leadership allemand dans la crise. Mais dès que l'Allemagne prend position, on se plaint du « diktat allemand ».

Avant de vous faire part de mon analyse, j'aimerais tâcher de vous expliquer quelques *valeurs et points de vue essentiels de la société allemande d'aujourd'hui vis-à-vis de l'Europe et de l'euro.*

Après la Deuxième Guerre mondiale, un consensus fondamental s'est imposé à l'ensemble du spectre politique en Allemagne : plus jamais de guerre, plus jamais de chômage de masse, plus jamais d'inflation ni de perte de patrimoine. Les Allemands étaient fiers du succès du Deutsche Mark. Ils ont recommencé à s'identifier à l'histoire, ce qui n'était pas possible pour la période de 1933 à 1945. Confiants dans la puissance économique et l'économie sociale de marché, ils ont cru à l'idée de la réunification allemande. De nombreux objectifs à court terme ont sous-tendu cet objectif à long terme. Dans le processus de construction européenne, l'Allemagne a souvent cédé et mis la main à la poche car elle voulait l'unification européenne et allemande. D'une

part, l'Allemagne pouvait se le permettre grâce à sa force économique et d'autre part, la réunification en valait la peine.

La population allemande n'a pas vu d'inconvénient au transfert progressif de souveraineté au niveau européen. Dans les grands partis politiques également, on estimait que ce qui était bon pour l'Union européenne l'était aussi pour l'Allemagne. L'introduction de l'euro a été un test. Au début, il n'était pas aimé et s'il y avait eu un référendum en Allemagne, son introduction aurait sûrement été rejetée. C'est pourquoi les politiques ont fait en sorte, avec succès, que l'euro soit aussi fort et stable que le mark. Les Allemands ont finalement reporté leur confiance dans le mark sur l'euro. Comme l'a déclaré Helmut Kohl à l'époque, nous ne voulions pas une Europe allemande, mais une Allemagne européenne.

La principale critique envers l'euro portait alors sur le fait que le développement et la puissance économiques des pays européens étaient trop disparates. On craignait que sans une union économique et monétaire pour coordonner le développement économique en Europe,

l'euro soit condamné à l'échec. Peut-être faut-il reconnaître une plus grande lucidité aux Français sur ce point.

Les avis divergeaient sur le comportement à adopter en cas de crise. Le seul compromis a minima sur lequel on parvint à s'accorder fut la règle du « no bail out » inscrite dans le traité de Maastricht. Le pacte de stabilité devait éviter que les États membres gèrent leur budget de manière laxiste et des taux d'intérêt faibles devaient venir récompenser la politique de stabilité. Ce dispositif était globalement insuffisant. La crise grecque et la menace qui pèse sur l'euro ces dernières semaines l'ont clairement montré. Il faut à présent y remédier le plus rapidement possible : nous devons instaurer un mécanisme de protection de l'euro pour le cas où il se retrouverait dans une situation difficile à cause de risques pris par certains États.

Avec le recul, on peut dire aujourd'hui que l'introduction de l'euro n'a pas été tout à fait bien préparée. Elle fut le fruit d'une volonté politique mais les pays n'étaient pas prêts à en tirer les conséquences économiques et politiques. Soit nous parvenons maintenant à réparer

ce que nous avons négligé de faire à l'époque, soit l'euro et l'unification européenne risquent d'échouer. Mais je suis optimiste. Si comme par le passé, la France et l'Allemagne coopèrent, l'Europe sortira renforcée de cette crise également.

Permettez-moi à présent d'évoquer la crise grecque et sa perception en Allemagne

Depuis la réunification, aucun événement politique n'avait autant agité l'Allemagne que la crise grecque et la menace qui pèse sur l'euro. Pourtant, si l'on s'en tient froidement et objectivement aux faits, la crise de l'euro est relative. Lors de son introduction comme monnaie scripturale le 1^{er} janvier 1999, l'euro valait 1,17 dollar. Avec le temps, il a chuté et est passé à 83 cents avant de remonter à 1,60 dollar. Aujourd'hui son taux de change est d'environ 1,22, c'est-à-dire qu'il reste supérieur au niveau atteint lors de sa mise en place et nettement supérieur à la parité du pouvoir d'achat qui est d'environ 1,15. En tant que pays exportateur, l'Allemagne peut s'en réjouir. Et ce n'est pas un hasard si le gouvernement chinois prend le prétexte de

la prétendue faiblesse de l'euro pour ne pas réévaluer le renmimbi par rapport au dollar.

Pourtant, les Allemands voient les choses autrement : ils ont le sentiment que la stabilité de l'euro est tout autant ébranlée que la confiance dans l'intégrité de certains États membres de la zone euro. Des sondages menés ces dernières semaines montrent qu'une majorité d'Allemands souhaitent le retour au mark et sont très inquiets face au risque accru d'inflation. Pour les citoyens allemands, la Grèce symbolise les États qui gèrent leur budget de manière inconséquente, qui refusent de mener les réformes nécessaires et au final vivent confortablement aux dépens des autres États de la zone euro.

C'en est donc fini de la bienveillance et de la tolérance des citoyens allemands ; la politique allemande est sur la défensive. On a pu le constater avec les résultats des élections en Rhénanie du Nord-Westphalie il y a trois semaines. Dans une démocratie, un gouvernement ne peut pas durablement gouverner contre la volonté de sa population. Les craintes des citoyens doivent être prises très au

sérieux. Ce n'est que si l'euro reste un succès que l'Allemagne pourra soutenir la poursuite de l'unification européenne et qu'elle sera prête à faire de nouveaux sacrifices financiers. Dans son arrêt du 30 juin 2009 sur le traité de Lisbonne, la Cour constitutionnelle fédérale a elle aussi posé des conditions claires pour les prochaines étapes dans l'unification. Pour les Allemands, on ne peut pas se contenter de continuer comme avant.

N'oublions pas une chose : même si la Grèce a triché, elle a été accueillie au sein de l'Eurogroupe. Elle a continué à tricher et tous ont laissé faire alors qu'ils le savaient pertinemment. Mais sous le président Chirac et le chancelier Schröder, la France et l'Allemagne elles aussi n'ont pas voulu respecter le traité de Maastricht par opportunisme politique et ont ainsi donné le mauvais exemple. Il est impardonnable que les gouvernements français et allemand aient montré qu'ils ne prenaient pas le pacte de stabilité au sérieux, envoyant un signal très néfaste aux marchés financiers. Et aujourd'hui, nous devons en payer la facture. Si les contrôles et les possibilités de sanctions sont insuffisants voire inexistantes, c'est parce

qu'aucun État membre n'aime qu'on mette son nez dans ses affaires. Mais nous ne pouvons plus nous permettre de ne pas mettre en œuvre les mesures considérées comme nécessaires.

On a reproché à la chancelière Merkel, et pas seulement en France, d'avoir trop tardé à faire adopter le plan d'aide à la Grèce. Mais si on l'avait fait plus tôt, la Grèce, le Portugal, l'Espagne et d'autres pays n'auraient sans doute pas été prêts à engager les étapes nécessaires. L'argent aurait été transféré et trois à six mois plus tard, nous aurions été confrontés au même problème. Par conséquent, dans l'intérêt du contribuable français également, il fallait bien commencer par définir des conditions claires.

Il est incontestable que l'implication du FMI a beaucoup rassuré en Allemagne. Le FMI fixe à présent des règles strictes que l'on n'aurait pas obtenues s'il avait fallu compter sur Bruxelles. Mais à long terme, nous avons besoin d'un fonds monétaire européen, le FME, qui ne devra pas être contrôlé par la Commission européenne mais dépendre de l'Eurogroupe.

Pour renforcer l'euro, l'Europe doit se doter des instruments adéquats et en priorité redéfinir et améliorer le pacte de stabilité ; renforcer la compétitivité des pays membres, et créer des mécanismes en cas d'insolvabilité d'un État membre.

À cet égard, il est intéressant d'observer que la France réfléchit à un mécanisme constitutionnel de plafonnement de la dette à l'allemande.

Mais cela ne suffit pas. En effet, maintenir un euro fort n'est qu'une première étape. Il faut dans un second temps faire avancer l'intégration politique. Les décisions du 9 mai marquent le début d'une politique économique commune. Il faut préserver l'indépendance de la BCE mais, compte tenu des interdépendances, une étroite concertation des politiques économique, budgétaire et monétaire est indispensable.

Il ne s'agit pas, comme le demandent certains, d'un gouvernement économique qui interviendrait directement dans les décisions

parlementaires. Il s'agit bien plus d'instaurer une coordination intelligente dans un cadre défini en commun. Je ne peux pas imaginer que le parlement français par exemple accepte de se voir privé de ses prérogatives décisionnelles en matière budgétaire. Sur le plan constitutionnel, cela serait d'ailleurs plus que contestable et en Allemagne, cela constituerait même une violation de la Loi fondamentale. Jacques Delors, qui se trouve aujourd'hui parmi nos invités, l'a clairement dit dans une interview récemment accordée à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*. Pour lui, la gouvernance économique ne doit pas consister à se substituer à la responsabilité nationale dans la politique économique mais à mettre en place une étroite concertation et des mécanismes communs de résolution de crises.

Avec l'introduction de l'euro, l'Allemagne a apporté une très grande contribution à l'Europe même si le prix à payer fut élevé. Tandis que nos partenaires ont obtenu l'avantage d'intérêts bas, nous sommes entrés dans l'euro avec un taux de change excessif et nous avons perdu l'avantage des taux d'intérêt faibles. C'était peut-être aussi une

manière de renvoyer l'ascenseur parce que pendant la réunification, l'Allemagne s'était adressée aux marchés financiers pour lever des emprunts, ce qui a fait augmenter les taux d'intérêt en Europe à l'époque. Après l'introduction de l'euro, l'Allemagne a dû réagir en engageant un douloureux processus d'adaptation. Comme l'exigeaient ses voisins, l'Allemagne s'est soumise à un traitement de choc. Après cela, le chancelier Schröder n'a pas été réélu. Et je pense que beaucoup de gouvernements européens ne sont pas réélus lorsqu'ils mettent leur population face à la réalité après avoir enjolivé la situation pendant des années. C'est pourquoi on attend avant tout des hommes politiques qu'ils aient le courage de révéler la vérité et se montrent ainsi de véritables hommes d'État.

L'euro est clairement dans l'intérêt de l'Allemagne et de tous les États membres. Aucun État ne l'abandonnera volontairement sachant les répercussions catastrophiques que cela aurait sur son économie. Pour les pays faibles, ce serait la faillite, pour les pays forts la récession. Mais si après des années de laxisme, les gouvernements ne trouvent pas le courage de mettre en œuvre les mesures d'économie

nécessaires, l'euro implosera inévitablement sous la pression des marchés financiers. Sa fin nous serait alors imposée de l'extérieur à cause d'une défaillance politique, entraînant de graves conséquences économiques et politiques.

Voilà comment les Allemands perçoivent la situation actuelle. J'aimerais à présent en venir aux reproches que j'ai mentionnés et qui sont faits au gouvernement allemand et à l'Allemagne en général.

Le premier reproche est celui-ci : l'Allemagne serait trop centrée sur ses propres intérêts, au préjudice d'autres pays de l'UE. Mais la défense d'intérêts propres n'a en soi rien de répréhensible. Le gouvernement français ne défend-il pas lui aussi les intérêts français ? Peut-on reprocher à la chancelière d'être antieuropéenne au motif qu'elle exhorte à respecter les accords existants ? Prendre en compte ses propres intérêts est souvent considéré comme naturel mais lorsque d'autres en font autant, on a rapidement tendance à l'interpréter comme un manque de solidarité.

J'ai lu le commentaire suivant dans la presse française : « Être européens et être responsables, c'est les Allemands. Être européens et être solidaires, c'est les Français. » Comme si souvent, les deux sont justes. On doit être à la fois responsable et solidaire. Si la Grèce avait par exemple été dévastée par une catastrophe naturelle, personne en Allemagne n'aurait songé à critiquer la mise à disposition des mêmes sommes pour la reconstruction du pays. En revanche, on ne peut exiger de solidarité en Europe que si l'on fait soi-même le nécessaire de manière responsable.

Margaret Thatcher a autrefois imposé le rabais britannique avec la formule « I want my money back ». Cela, personne ne l'exige en Allemagne, mais on ne veut pas simplement être invité à passer à la caisse comme s'il existait une carte de crédit commune dont une autre personne connaîtrait le code secret. Il n'y aura plus de chèques en blanc.

Pour l'ancienne génération de nos partenaires européens, il semble difficile d'accepter que l'Allemagne réunifiée se soit « normalisée »

sur ce point. Si l'on voulait mesurer la solidarité à la générosité financière, il faudrait souligner que l'Allemagne est depuis longtemps le premier contributeur net de l'UE. Depuis l'introduction de l'euro, chaque Allemand s'est acquitté d'une contribution de solidarité de plus de 100 euros par an pour l'UE tandis qu'en France, celle-ci représentait moins de la moitié. Les caisses de l'État étant quasi vides, les contributions élevées au budget de l'UE ne sont justifiables auprès de la population que si des objectifs politiques concrets y sont rattachés. Une communauté de transfert qui vise durablement à soutenir financièrement les États membres n'est pas acceptable pour les Allemands. Pour le contribuable français non plus, je crois.

Le deuxième reproche concerne la place des exportations dans l'économie allemande. Il est vrai que la balance commerciale allemande est largement excédentaire tandis que la France, elle, n'enregistre plus les excédents commerciaux d'autrefois. Le reproche concernant la puissance exportatrice de l'Allemagne n'est du reste pas nouveau : en 1912 déjà, paraissait dans la revue française « Touche à

tout » un article véhément contre les succès à l'exportation du « Made in Germany », perçus comme une menace pour l'économie française.

J'ai pu lire en France que cette compétitivité aurait été acquise au détriment des salaires. Ce n'est qu'une partie de la vérité. Il est exact que suite à l'introduction de l'euro, employeurs et syndicats ont eu le courage de négocier des accords salariaux modérés pour rattraper le handicap de compétitivité de l'Allemagne. Il n'empêche : aujourd'hui encore, les salaires allemands dans l'industrie restent nettement plus élevés que dans la plupart des pays de l'UE ; l'Allemagne reste un pays à hauts salaires. La compétitivité est en fait largement le fruit de l'innovation, de la spécialisation et de la qualité. Cela explique pourquoi en 2009, l'Allemagne est devenue le premier exportateur européen en matière agricole et agro-alimentaire.

Étant donnée l'industrialisation toujours élevée de l'économie allemande, il n'existe pas d'alternative réaliste à une économie fortement axée sur les exportations. Personne n'envisage sérieusement l'hypothèse d'une désindustrialisation partielle telle que la Grande-

Bretagne l'a pratiquée. Les résultats des « États généraux de l'industrie » en France ont d'ailleurs montré que la France s'est elle aussi considérablement désindustrialisée au cours des dernières années. Mais la politique française souhaite explicitement augmenter la compétitivité du pays et conquérir de nouveaux marchés.

Il s'agit à présent de savoir si cette vocation exportatrice de l'économie allemande nuit à d'autres États de la zone euro. Le plus grand risque concerne l'Allemagne elle-même : un pays qui exporte beaucoup devient dépendant des cycles conjoncturels mondiaux. Ainsi, dans la crise économique actuelle, l'économie allemande est nettement plus touchée que l'économie française. Mais d'un autre côté, elle profitera davantage d'une nouvelle reprise.

Pour les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne, l'orientation de son économie vers les exportations est un défi mais également un facteur positif de croissance. En effet, ses taux d'importation sont eux aussi très élevés. Près de 15 % de l'ensemble des exportations françaises sont destinés à l'Allemagne. Les

investissements directs des entreprises allemandes en Europe ne sont pas non plus négligeables : par exemple, depuis 2000, quelque 50 000 emplois ont été créés en France par des sociétés allemandes.

Environ 50 % des biens intermédiaires utilisés pour les exportations allemandes proviennent de l'étranger, la grande majorité de l'UE. Cela aussi montre que l'économie allemande est plus « européenne » que d'aucuns ne veulent l'admettre. C'est la raison pour laquelle certains, de manière quelque peu irrévérencieuse, qualifient l'Allemagne « d'économie de bazar ». Peut-être l'Allemagne a-t-elle compris plus tôt que d'autres pays européens les nécessités de l'insertion dans l'économie globale.

Et c'est finalement grâce à l'excédent de la balance allemande des paiements courants si pendant des décennies, des pays se trouvant dans des situations critiques ont sans cesse pu être aidés.

En outre, un facteur économique déterminant contribue à une réduction du déficit de la balance des paiements courants de la France

avec l'Allemagne : le tourisme. Treize millions de touristes allemands viennent chaque année en France, tandis que l'Allemagne n'enregistre que deux millions de nuitées réservées par des touristes français.

En bref : du fait de l'imbrication des économies nationales européennes, les effets négatifs de l'orientation de l'économie allemande vers les exportations sont limités dans la zone euro en général et en France en particulier. Au niveau européen, les exportations allemandes aident à stabiliser la balance du commerce extérieur de l'UE et, par là même, à défendre la position de l'UE dans le monde. Augmenter la consommation intérieure reste cependant difficile. Comment parvenir à inciter une population vieillissante à consommer davantage ? Pour la France aussi, ce problème commence à se dessiner à l'horizon.

Permettez-moi pour conclure d'aborder un troisième reproche fait à l'Allemagne : l'Allemagne se tournerait vers l'Est et plus particulièrement vers la Russie. Cela fait du reste penser à l'ancienne

crainte de nos voisins européens de voir l'Allemagne se retirer de l'OTAN et devenir un État neutre pour parvenir à la réunification.

Cette inquiétude au sujet du rapprochement de l'Allemagne avec l'Est date de loin. Dès le XIX^e siècle, où l'Allemagne était traditionnellement orientée vers l'Est, on a commencé à penser en termes de grandes entités territoriales. La France quant à elle a surtout regardé vers le Sud. Ainsi, on a assisté récemment à l'initiative française en faveur de la création d'une Union pour la Méditerranée, opérée dans un premier temps sans concertation au niveau européen et sans consultation de ses partenaires allemands. L'Allemagne en a été passablement irritée.

Imaginez donc un instant que le gouvernement allemand ait répliqué en annonçant la création d'une union à l'Est. Les craintes de la France seraient alors peut-être justifiées. Mais c'est tout le contraire qui s'est produit : Angela Merkel a convaincu le président français que s'il devait y avoir une Union pour la Méditerranée, celle-ci devrait absolument être une initiative européenne. Je décrirais de la même

manière la politique de l'Allemagne à l'égard de la Russie : il est évidemment d'une importance stratégique pour la sécurité allemande mais aussi pour l'économie et l'approvisionnement en énergie d'entretenir de bonnes relations avec la Russie. Mais cette relation avec la Russie n'est pas dirigée contre l'ancrage européen de l'Allemagne.

La France s'y entend elle aussi pour défendre ses intérêts économiques. Prenez l'exemple du gazoduc Nord Stream. Il s'agissait au début d'un projet germano-russe que la France suivait d'un œil très critique. GDF SUEZ est désormais impliqué et soudainement, le projet devient intéressant pour elle. De même, dans le domaine du commerce des armements, la France est active : la vente potentielle de porte-hélicoptères Mistral à la Russie est actuellement en négociation.

Permettez-moi de dire ici un mot au sujet de Siemens-Areva. La décision de Siemens de mettre fin à son partenariat avec Areva et de se rapprocher de Rosatom a été prise exclusivement par le groupe Siemens et non par le gouvernement fédéral. Cela peut paraître

difficilement concevable pour les Français, dont l'industrie nucléaire dépend directement ou indirectement de l'État. Bien entendu, du fait de la dimension politique de l'affaire, le gouvernement allemand en a été informé et celui-ci, au regard de l'importance politique du dossier, a prévenu à son tour l'Élysée. De plus, je suis convaincu qu'il y aura à l'avenir une étroite coopération entre Areva et Siemens dans de nombreux projets.

On ne peut contraindre politiquement les coopérations entre entreprises françaises et allemandes, quand bien même les États des deux pays seraient propriétaires de celles-ci. Il faut qu'il y ait une logique économique. Les mesures imposées sous la pression politique en dépit de la raison économique sont condamnées à l'échec.

L'ensemble de l'Europe a un intérêt vital à entretenir des relations étroites avec la Russie tant sur le plan politique qu'économique. C'est le seul moyen d'éviter les crises à l'avenir. En raison de sa proximité géographique mais aussi de l'éventail de produits que l'industrie allemande est en mesure de proposer à la Russie, l'Allemagne joue à

cet égard un rôle très important. En tant qu'Allemands, nous ne pouvons que nous réjouir de voir d'autres entreprises de l'UE établir elles aussi d'étroites relations économiques avec la Russie.

Nous ne devrions pas nous laisser déconcerter par des frictions ponctuelles. Il est humain de se sentir facilement blessé par les actions des autres. Mais le plus souvent, on ne s'aperçoit pas des blessures que l'on inflige soi-même aux autres.

En conclusion : l'Allemagne a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin du moteur franco-allemand.

D'un point de vue rationnel, la situation est en effet sans ambiguïté : l'avenir de l'Union européenne dépend de la compréhension et de la coopération entre Français et Allemands. Trop souvent, nous nous perdons dans les détails des affaires courantes au lieu de nous occuper des questions stratégiques. Or nous ne devons pas oublier cette simple vérité : si nous, Européens, et tout particulièrement les Français et les Allemands, ne réussissons pas à regarder résolument vers l'avenir,

alors l'Europe ne pourra que difficilement conserver sa place sur la scène mondiale.

Ce qui nous manque aujourd'hui, c'est une idée précise des prochains buts à atteindre. De Gaulle et Adenauer, Schmidt et Giscard, Mitterrand et Kohl avaient des objectifs clairs qui, au début, semblaient être des visions. Depuis le départ de Kohl, Mitterrand et Delors, nous manquons de visions européennes.

Si l'on exige des citoyens qu'ils paient eux aussi le prix de l'indispensable politique de rigueur budgétaire, nous devons leur donner une perspective d'avenir. Et nous devons accompagner la politique de rigueur budgétaire d'une politique de croissance à long terme et d'emploi. Il ne suffit pas d'exiger des économies drastiques avec pour seul argument que nous avons vécu au-dessus de nos moyens dans le passé. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision européenne qui ouvre à notre avenir politique et économique commun un horizon favorable. Nous devons raviver l'enthousiasme de nos concitoyens pour l'Europe.

Il faut redonner de la crédibilité à notre action vis-à-vis des marchés par un changement de notre comportement en Europe disent les Allemands, par des mécanismes institutionnels disent les Français. Une fois de plus, les deux ont raison. Si nous ne le faisons pas volontairement, les marchés financiers, cruels et utiles, nous y contraindront.

Mesdames et Messieurs, précisément pour le 60^e anniversaire de la déclaration Schuman qui a ouvert la voie aux premières avancées du processus d'unification européenne, les chefs d'États et de gouvernements réunis à Bruxelles ont trouvé les premières vraies réponses aux spéculations contre l'euro. Le 9 mai 2010 pourrait faire un jour son entrée dans les livres d'histoire comme une date charnière dans l'unification européenne. En tout cas, la formule décisive prononcée par Robert Schuman en 1950 reste valable en 2010 : « L'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne. »

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, je suis un euro-optimiste. Et j'ai en ma faveur le meilleur argument : il n'y a pas d'alternative.

Je vous remercie de votre attention.